



Parc national  
du Mercantour

## Décision individuelle

**N° 2025-323**

**Pétitionnaire :** Société DRONE VOLT, pour le compte d'ENEDIS  
**Adresse :** ZA les pins verts, 16 allée de Migelane, 33650 SAUCATS  
**Nature de la demande :** survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national  
**Nom du projet :** Relevé Lidar du réseau de ligne haute-tension  
**Localisation :** Vallon de Mollières - commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 14 août 2025 par M. BLAIN Alain, représentant la société DRONE VOLT, pour le compte d'ENEDIS,

**Considérant** que la demande consiste en un relevé LiDAR à des fins de reconstruction 3D de la ligne électrique et de son environnement immédiat pour déterminer la proximité de la végétation par rapport à la ligne Haute-Tension,

**Considérant** que le survol est nécessaire à l'exploitation des ouvrages électriques, cas bénéficiant de dispositions dérogatoires spécifiques issues de la modalité 29 de la charte,

**Considérant** qu'à ce titre, le survol aura lieu pendant la période autorisée conformément à la modalité n°29,

**Considérant** toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement,

**DÉCIDE**



## Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société DRONE VOLT, représentée par M. BLAIN Antoine, est autorisée à effectuer

- des relevés LiDAR en cœur de Parc national,
- des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, dans le cadre d'une reconnaissance par drone,

à des fins de reconstruction 3D de la ligne électrique et de son environnement immédiat pour déterminer la proximité de la végétation par rapport à la ligne Haute Tension.

## Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### 2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du télépilote : Grant PURNELL  
type d'appareil :

DJI — Matrice 300 RTK — 189 362  
DJI — Matrice 300 RTK — 365 775  
DJI — Matrice 350 RTK — 379 076  
DJI — Matrice 300 RTK — 356 082  
DJI — Matrice 350 RTK — 394 205  
DJI — Matrice 350 RTK — 432 491  
DJI — Matrice 350 RTK — 484 192

2.2. Les télépilotes sont tenus de respecter strictement la « zone de survol autorisé » figurant au plan de vol annexé à la présente.

2.3. Dans le cœur du Parc national, le survol à basse altitude reste interdit en-dehors de la zone autorisée figurant sur ce plan.

2.4. Le bénéficiaire évite tout dérangement de la faune en faisant atterrir le drone en cas de présence de rapaces en vol. Toute interaction (curiosité ou approche) est consignée par le bénéficiaire et transmise pour information au service du Parc national du Mercantour compétent territorialement.

2.5. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, les fichiers numériques haute définition des prises de vues réalisées dans le cadre de la présente, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente ([autorisations@mercantour-parcnational.fr](mailto:autorisations@mercantour-parcnational.fr))

## Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du **01 septembre 2025 au 12 septembre 2025** à la condition expresse d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour de la date de déroulement de l'opération sur le terrain.

Cette information devra être effectuée au minimum 48 h à l'avance par courriel.

### Contacts

service territorial Tinée

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)) 06 14 06 26 85

adjoint au S.T : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)) 06 24 70 20 71



#### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

#### **Article 7 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 août 2025

La directrice  
du Parc national du Mercantour



**Aline COMEAU**

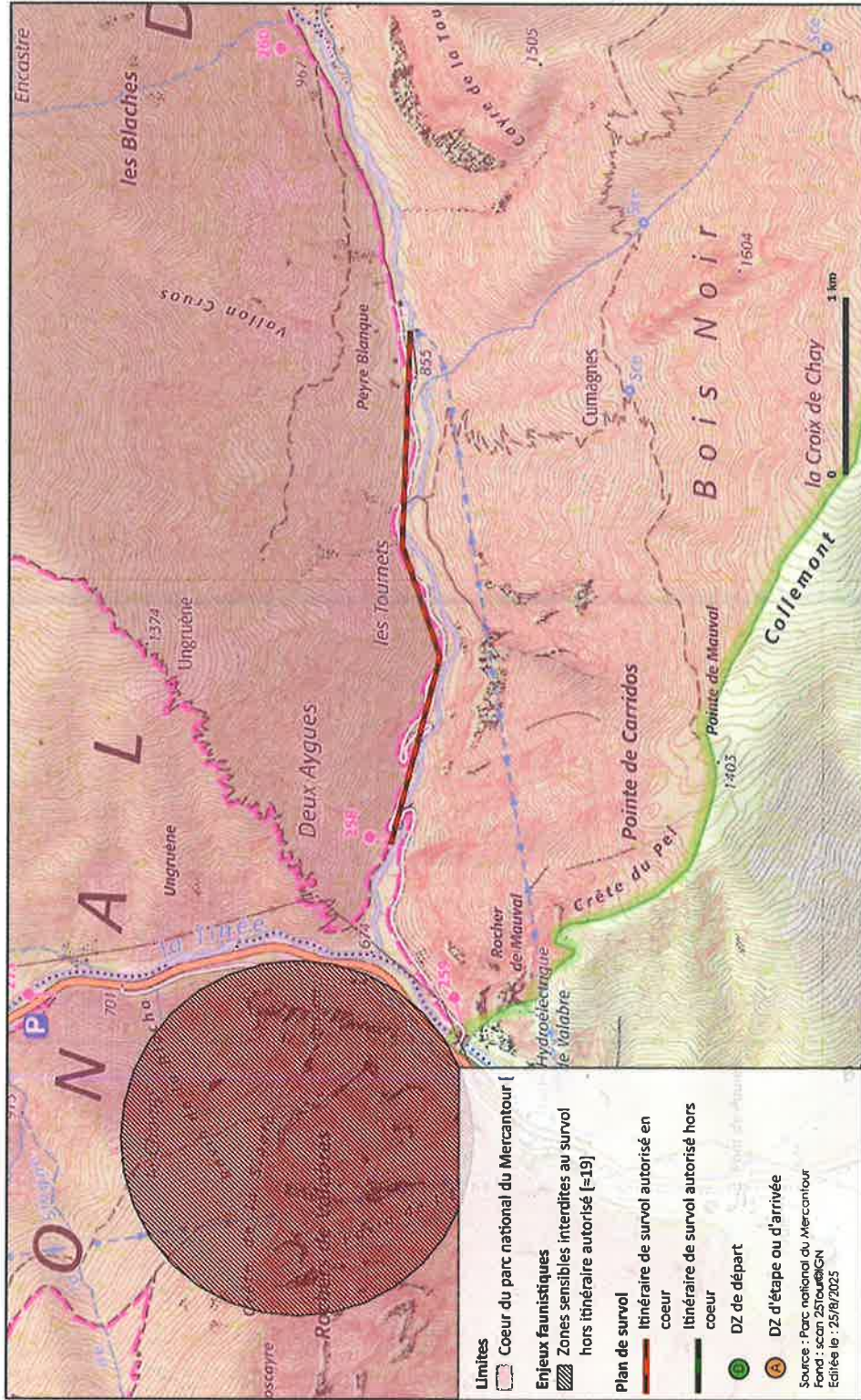
Copie :  
- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.





# ANNEXE - DECISION N° 2025-323 PLAN DE VOL --> "LIGNE HAUTE-TENSION - VALLON DE MOLLIERES"



Reproduction et diffusion interdite sans autorisation / Parc national du Mercantour - Tous droits réservés.